

Il s'agirait d'un revenu garanti à tous, de l'ordre de 850 euros. Ce revenu créerait l'engagement moral de poursuivre une activité...

Les éleveurs qui traillaient sans revenu ? Chez ces jeunes de banlieue qui jouent le jeu des diplômés, mais savent bien qu'ils ont quatre fois moins de chances d'emploi que d'autres ? Chez les chômeurs de longue durée qui se sentent baladés de formation en stages sans perspective, les plus jeunes pour qui l'entrée dans l'emploi est un parcours du combattant et les plus âgés qui s'en sentent épuisés ? Chez ces fonctionnaires orphelins de leur mission ? Chez ces exclus qui mendient parfois plus un regard qu'une pièce ? Le même mot d'ordre murmure. Qu'on nous rende notre dignité. Oui, il y a de part et d'autre une même aspiration à la dignité. Qui nous en prive ? La réponse est plus complexe ici que là-bas. C'est une accoutumance diffusée à l'indifférence, une acceptation de la compétition de tous contre tous, une soumission à la marchandisation du monde. Notre vie politique et médiatique s'est pliée au réalisme comme les diplomates occidentales se sont rendues à la normalité de la dictature au nom de l'exception arabe. Le sentiment d'avoir trop à perdre et la loi de bascule des grands partis, avec ses petits arrangements entre ennemis et ses petits ajustements à la marge, nous ont condamnés au statu quo. La révolution de la dignité que nous appelions de nos vœux sans oser le dire à haute voix, c'est une reconquête sur nous-mêmes, un réveil des consciences. Faisons de l'indignation le levier de la dignité retrouvée, par une véritable refondation sociale.

Pendant des siècles l'humanité n'a eu d'autre but que d'assurer sa survie. La révolution industrielle, en deux siècles, a changé la donne. C'est la simple vérité que nous constatons chaque jour : il y a abondance, mais pas pour tous. Nous sommes une nation riche d'un long passé et d'un patrimoine accumulé. N'est-il pas naturel que chaque Français ait un droit sur l'héritage national ? N'est-il pas nécessaire de donner au citoyen la liberté de se consacrer aux choses de la cité, comme les jurés aujourd'hui ou les citoyens athéniens hier ? N'est-il pas utile de profiter du libre épanouissement des dons de chacun ? C'est vrai, hier ce n'était ni possible ni forcément souhaitable. En France, c'est devenu possible et souhaitable - à cause du chômage de masse, de l'éducation démocratisée, de l'émancipation des femmes - et tout au long du XXI^e siècle, les pays développés se tourneront vers ces solutions simples, mo-

sociale et démocratique. Un nouveau départ pour rebâtir nos services publics, aujourd'hui en miettes. Il faut surmonter à la fois le tout-Etat et le tout-marché et remettre enfin l'intérêt général au cœur de notre république. La propriété privée n'exonère pas d'une responsabilité sociale. C'est pourquoi une régulation

que nous croissons la voie d'une cogestion à la française, pour permettre la participation des salariés au destin de l'entreprise et aux décisions concernant la stratégie, les emplois, les salaires. Un nouveau départ, dans la dignité et dans l'espoir. Car il ne tient qu'à nous de reprendre en main notre destin.

L'ŒIL DE WILLEM

